

# La Société d'investissement Desjardins investit dans la compagnie montréalaise Core Data Products Ltd.

par Michel MORIN

Après deux ans de fonctionnement, la Société d'investissement Desjardins vient de réaliser son premier investissement dans une entreprise spécialisée dans les équipements pour ordinateurs, la compagnie Core Data Products Ltd., de Montréal.

Cette prise de participation à l'entreprise est entrée en vigueur le 24 octobre. Grâce à un investissement de \$250.000, la SID détient ainsi 35 pour 100 des actions ordinaires de la compagnie.

Core Data est une entreprise qui existe depuis 1945. Les actions de la compagnie étaient jusqu'ici détenues exclusivement par des membres de la famille Barshaw. Désormais, le reste des actions ordinaires de la compagnie sera détenu exclusivement par M. Allan Barshaw qui agit à titre de président de la compagnie.

La compagnie

Depuis le mois de mai dernier, la compagnie Core Data a procédé à la mise sur pied d'une nouvelle filiale: la Digital Magnetics Ltd. Dans cette nouvelle entreprise, Core Data possède 75 pour 100 du capital-actions, et les actions restantes sont détenues par quatre employés de la Digital. L'un de ces actionnaires a occupé des postes importants de responsabilités dans les Sociétés RCA (Radio Corporation of America) et Memorex et est maintenant considéré comme un expert mondial dans le domaine des bandes magnétiques pour ordinateurs.

Outre les bandes magnétiques pour ordinateurs, Digital Magnetics produit des disques flexibles de même que des cassettes digitales.

La nouvelle usine de Montréal sera en mesure de produire ses

bandes magnétiques au mois de février et emploiera quelque cinquante personnes. Mais comme nous l'a confié, au cours d'une entrevue téléphonique M. Allan Barshaw, le président de Core Data, la nouvelle usine devrait être en mesure de fournir de l'emploi à plusieurs centaines d'employés d'ici quelques années.

Le chiffre d'affaires actuel de Core Data est de \$1,5 million. Selon le président de la compagnie, Core Data devrait pouvoir porter ce chiffre à \$2,8 millions en 1976. Soulignons que cette compagnie, dont le siège social est à Montréal, possède également une usine à Toronto et une autre à Vancouver. Elle procède actuellement à la liquidation d'une troisième usine qu'elle avait implantée voici quelques années à New Haven, au Connecticut, de façon à rapatrier toutes ses activités au Canada.

Quoique la majorité des matériaux entrant dans la fabrication des produits de Core Data proviennent de l'étranger et notamment des États-Unis, cette compagnie "voudrait acheter le plus possible au Québec" pour reprendre les mots de son président.

La SID

Jusqu'ici, la Société d'investissement Desjardins avait uniquement concentré ses activités dans le domaine du prêt où elle prêtait contre garantie, soit contre un immeuble, des équipements ou des effets recevables spécifiques.

Pour réaliser un prêt, la SID devait en moyenne examiner sept requêtes. Dans le domaine de l'investissement, ce quotient devrait atteindre ou même dépasser le rapport dix pour un.

Quant à l'investissement de

\$250.000 de Core Data, il représente vraiment un investissement minimal du fait que la Société d'investissement Desjardins ne veut pas devoir siéger aux conseils d'administrations d'un trop grand nombre de petites entreprises.

Joint au téléphone hier, le directeur général de la Société d'investissement Desjardins paraissait gêné du fait que LE SOLEIL soit au courant du premier investissement de la SID. "Nous nous organiserons pour que la prochaine fois le mécanisme de la sécurité soit ressermé", a-t-il commenté.

On sait que la SID a maintes fois été prise à partie pour ne pas avoir prêté à des coopératives. Plus récemment, son directeur général annonçait que le conseil d'administration deviendrait de moins en moins coopératif en ce sens qu'on ferait de plus en plus appel à des membres extérieurs au Mouvement

des caisses populaires Desjardins. Un projet de loi privé est d'ailleurs prévu à cette fin, qui portera de neuf à onze le nombre des membres du conseil d'administration de façon à avoir une plus grande expertise sur les entreprises capitalistes.

Rappelons que la structure de la capitalisation de la Société d'investissement Desjardins est composée de neuf unions régionales (Chicoutimi, Gaspé, Joliette, Montréal, Ouest québécois, Québec, Rimouski, Sherbrooke, Trois-Rivières), et de deux compagnies d'assurance de la Fédération de Québec des caisses populaires Desjardins, soit la Sécurité et la Société d'assurances des caisses populaires.

Le capital de la SID pour ses trois premières années d'exercice (la deuxième est actuellement en cours) est de \$38 millions, ce qui, en 1974, représentait 1 pour 100 de l'actif de tout le Mouvement Desjardins.

## Regain d'intérêt pour les sciences de la Terre

par Claude TESSIER

Les sciences de la Terre au Québec ont reçu un coup de pouce important avec la Géo-Expo qui a pris fin, hier, à l'université Laval. Même les organisateurs de cette exposition sur "l'aménagement des ressources et du milieu" se disent étonnés de la participation et de la fréquentation des stands.

Le rôle des sciences géologiques et des sciences géographiques se trouve donc ravivé après plusieurs années d'affaiblissement dans les milieux universitaires, gouvernementaux et régionaux.

Parmi les modules d'exposition, la

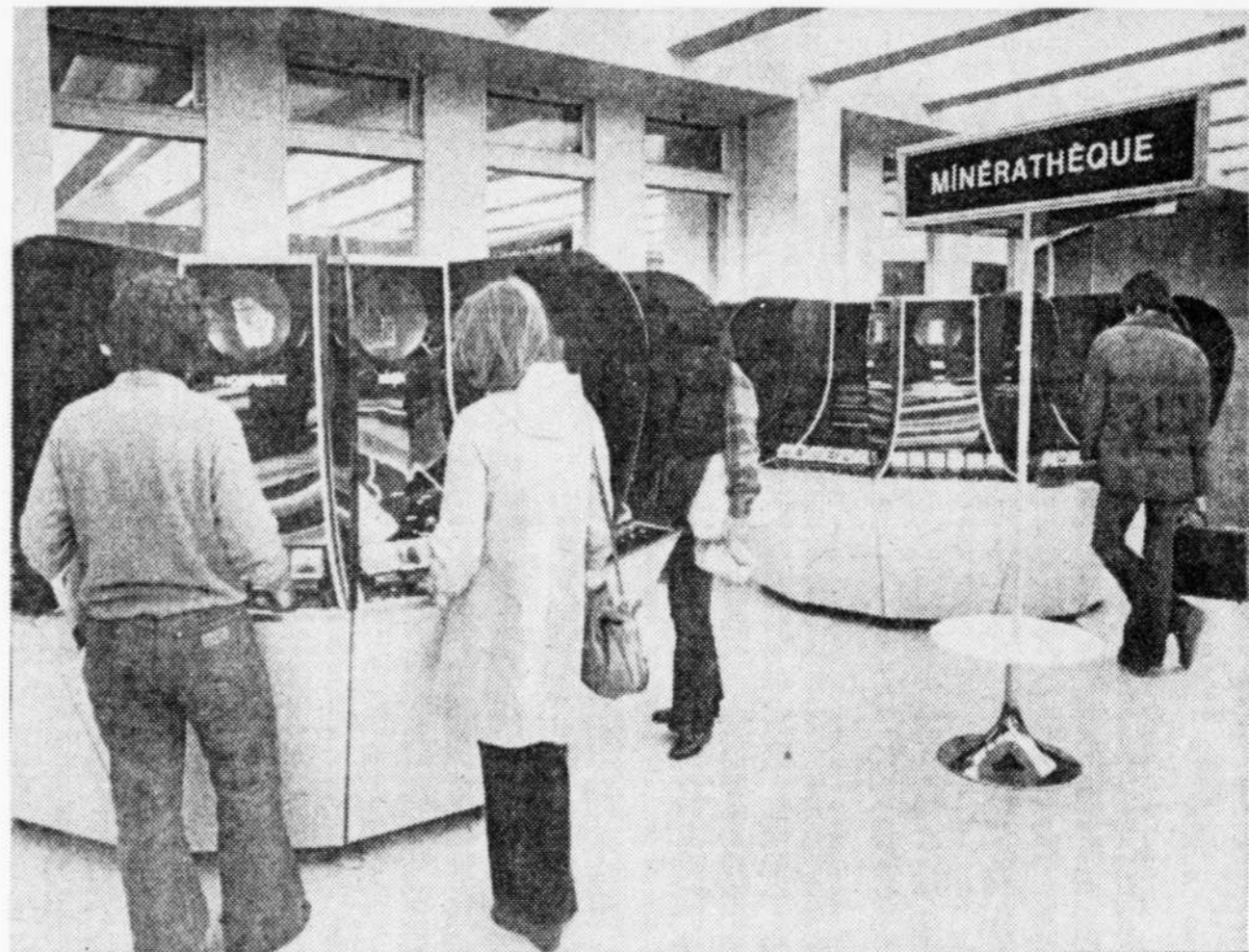
"Minérathèque" des Richesses naturelles a soulevé beaucoup d'intérêt, et plusieurs dirigeants d'écoles secondaires ont demandé à la recevoir.

Conçue et réalisée par Gaston Villeneuve, du service d'information des Richesses naturelles, et Claude Alain, de Cap-Rouge, une maison qui se spécialise dans la réalisation de kiosques de renseignements, la "Minérathèque" offre 144 échantillons de minéraux emprisonnés dans des blocs d'acrylique répartis dans 24 modules.

Un ingénieux système de boutons, d'écrans et de son force le visiteur à faire le choix d'un minéral afin d'éprouver ses connaissances. Il reçoit en retour une réponse accompagnée d'informations sur le minéral, son utilisation, sa localisation dans la province et quelques statistiques.

Après ce premier rodage, la Minérathèque sera légèrement modifiée puis remise en circulation à travers la province. C'est un outil didactique qui est peut-être un peu onéreux, mais il est attrayant, efficace et mobile, ce qu'un musée de la science et de la technologie n'offre pas toujours. D'ailleurs, le Québec n'en a pas.

L'exposition a permis de voir le rôle grandissant des organismes gouvernementaux et paragouvernementaux en énergie, télécommunication, aménagement, environnement, etc. Les universitaires y sont allés de quelques conférences. Si, "pour s'intégrer, il faut se faire connaître", alors Géo-Expo a réussi un des objectifs de l'université Laval qui veut s'intégrer de plus en plus au milieu dans lequel elle vit.



Le Soleil, Jacques Deschênes

La "Minérathèque" du ministère des Richesses naturelles circulera bientôt à travers la province.

## Le plus gros imprimeur de la région de Québec à la merci des fournisseurs de papier

par Michel MORIN

Les gros fournisseurs de papier, telles les compagnies Kruger Pulp and Paper Ltd, Lauzier Little Inc. et J.B. Rolland & Fils, tiennent maintenant à leur merci le plus gros imprimeur de la région de Québec, soit l'imprimerie Stellar Inc. et ses trois filiales à 100 pour 100, les imprimeries Tremblay & Dion Inc., les Ateliers Optima Inc., et Quebec Newspapers Ltd.

Le 20 octobre, ces imprimeries, dont le chiffre d'affaires excède légèrement les \$3 millions, ont présenté à leurs créanciers conformément aux dispositions de la loi sur la faillite,

une proposition de règlement pour les créances en cours.

Celles-ci s'établissent à \$1,016,978 pour les créanciers non garantis, à \$1,077,200 pour les créanciers garantis et à \$113,800 pour les créanciers privilégiés.

Or, en ce qui concerne les créanciers non garantis, les créances des compagnies Kruger, Lauzier, Little et Rolland s'établissent à \$643,804. C'est plus qu'il n'en faut pour précipiter dans la faillite ces quatre imprimeries de Québec.

On sait que selon la loi fédérale sur la faillite, deux conditions devront

être remplies, le 18 novembre, lors de l'assemblée des créanciers, pour que les propositions des compagnies Stellar, Tremblay & Dion, Optima et Quebec Newspaper soient acceptées.

Les propositions devront recueillir les votes de la majorité des créanciers et de 75 pour 100 de la valeur des créances (art. 36). Or, dans le contexte actuel, plus de la moitié des créances non garanties (\$643,804 sur \$1,016,978) sont détenues par les gros fournisseurs. Le 18 novembre, faute de l'appui de ces trois créanciers, les imprimeries ci-dessus mentionnées seront déclarées en faillite.

La quatrième filiale de l'imprimerie Stellar Inc., Caractera Inc., est actuellement épargnée, l'imprimerie Stellar ne détenant qu'une participation minoritaire de 40 pour 100.

Quant à la proposition de règlement, elle prévoit que les créanciers non garantis seront remboursés en entier sur une période de cinq ans à raison de 20 pour 100 chaque année. La première tranche sera versée un an après l'homologation par le tribunal de la proposition de règlement, si toutefois cette proposition est acceptée par l'assemblée des créanciers, le 18 novembre.

Signalons qu'il ne sera pas possible aux créanciers de refuser une des quatre propositions de règlement (pour les quatre compagnies en cause) du fait que le texte de la proposition spécifie comme condition essentielle l'acceptation des quatre propositions. Certaines créances garanties, dans le cas d'une faillite, auraient pour effet de grever les biens de toutes les compagnies du groupe.

Le plus important des créanciers garantis est la compagnie Roy Nat Ltee qui a une créance de \$570,000 sur le \$1,077,200 de créances garanties. Puis viennent dans l'ordre la Banque de la Nouvelle-Ecosse (\$180,000), la Banque d'expansion industrielle (\$102,200), Sears Ltd (\$85,000) et la Banque provinciale (\$45,000), de même que quelques autres.

## Les bûcherons désertent la forêt pour un milieu plus favorable

par Marc LESTAGE

Le travailleur forestier québécois est un individualiste qui ne craint pas le travail manuel dur pourvu que la paie soit bonne et qu'il puisse faire preuve d'initiative.

C'est pour ces mêmes motifs qu'il y a de moins en moins de travailleurs forestiers au Québec. "Les bûcherons sont de plus en plus recherchés par l'industrie de la construction, des transports et des aménagements hydro-électriques, qui offrent de bons salaires sans éloigner leurs travailleurs des grandes villes aussi longtemps", nous confiait le directeur du personnel d'une compagnie de sciage du Nord-Ouest lors d'un ajournement du colloque sur la main-d'œuvre forestière tenu au cours des deux derniers jours, à Québec.

Le Conseil de la main-d'œuvre de la forêt et le ministère du Travail ont organisé cette rencontre dans le but de favoriser une discussion entre les compagnies, les travailleurs et les services de main-d'œuvre, de l'éducation et de l'orientation, sur l'avenir de cette discipline ouvrière.

Le président du Conseil, M. André Lafond, qui est recteur de la faculté de Foresterie et de Géodésie de l'université Laval, s'est dit satisfait de l'attitude des participants portés à utiliser les arguments auxquels ils s'accro-

chent depuis des années aux tables de négociations pour fixer le sort des travailleurs forestiers.

Beaucoup de personnes ont toutefois regretté que les travailleurs de la base, "les bûcherons eux-mêmes", aient été très peu présents à ce colloque.

Bilan

L'industrie forestière ne connaît plus les grands problèmes de recrutement qui ont entravé le développement de ce secteur, il y a deux ans.

La situation ne s'est pas améliorée pour autant, malgré tout. En effet, on note que le ralentissement marqué dans le secteur du bois de sciage et la réduction de la production dans les usines de pâte à papier ont simplement maquillé le problème toujours plus grave de la pénurie de travailleurs en milieu forestier.

Les statistiques démontrent, en effet, que le bassin de travailleurs s'est réduit sans cesse depuis deux ans, même si la demande de l'industrie s'est relâchée à la suite d'une diminution de la production.

Dans ces circonstances, le secteur forestier risque un réveil brutal.

Le docteur Louis-Jean Lussier, du groupe COGEF (Comité de gestion des forêts), estime en effet que la demande

de travailleurs forestiers va se stabiliser au début des années 80 et qu'à compter de cette période, l'offre de main-d'œuvre va se situer en deçà de la demande minimale de l'industrie.

Revirement

Il paraît donc urgent que le secteur forestier effectue le revirement qui s'impose. Pour y parvenir, il faut d'abord bien comprendre le contexte dont découle ce malaise.

Selon M. Lussier, le phénomène de désertion des travailleurs forestiers tient à trois faiblesses particulières: l'instabilité du secteur et son impuissance à donner du travail 12 mois par année; l'inadaptation de la structure de production aux normes d'un travail humanisé; les importantes variations des gains annuels nets.

Le problème du recrutement de la main-d'œuvre forestière est compliqué par la fausse impression que le public en général, et surtout les jeunes, se font de ce type de travail. Il semble en effet que notre société entretient toujours le mythe du "bûcheron traditionnel", au plus grand désarroi des recruteurs.

Il paraît donc essentiel de corriger cette fausse impression par une campagne publicitaire bien orchestrée, que les responsables du congrès se sont empressés de lancer dès la conférence de presse qui a subi la clôture du colloque, hier.

## Le Manoir Richelieu ne passera plus aux mains d'aventuriers

par J.-Thérèse LEGENDRE

BAIE-SAINT-PAUL — Le Manoir Richelieu est un monument historique à conserver, et le gouvernement fera le nécessaire, en cas de vente, pour qu'il ne passe pas entre les mains d'autres aventuriers.

C'est en ces termes que s'exprimait M. Raymond Mailloux, ministre des Transports et député de Charlevoix, lors d'une soirée-bénéfice du Parti libéral qui se tenait à Baie-Saint-Paul, et à laquelle assistait son collègue du Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports, M. Paul Phaneuf.

M. Dempsey, dit-il, voudrait que je sois le bouc émissaire de la faillite du Manoir Richelieu, alors que la seule condition que j'ai mise à une entente entre lui-même et le Canadien National était que le projet de cette entente soit soumis au contentieux du gouvernement afin de vérifier si ce document n'était pas identique à celui qui

fut à la base de l'accord C.B. Dempsey et qui cause tant de difficultés aux créanciers locaux.

En faisant connaître cette condition à M. Roberts, du Canadien National, M. Mailloux a dit lui avoir affirmé qu'il n'avait d'ailleurs exprimé aucune objection à une vente éventuelle de l'hôtel à cette compagnie.

L'histoire de cette faillite tient de l'irréel, dit-il. C'est la première fois, par exemple, que je vois assis à la même table le failli et le syndic, et c'est ce qui se produit dans le cas du Manoir Richelieu.

Concernant la présence du Canadien Pacifique dans cette affaire et la confiance que lui ont accordée les créanciers, le ministre des Transports a déclaré que cette compagnie qui transige avec le gouvernement devra dire à ces derniers comment elle compte se sortir de cette situation de façon respectable, donc acceptable par les créanciers.



# Au tableau de Soquem: 10 ans de réussites

par Jacques FORGET

"A stunning success" en a dit le Financial Post. "An outstanding partner", a confirmé le groupe minier Teck. Cet éloge de la Soquem (la Société québécoise d'exploration minière) vient du Canada anglais.

C'est en 1965, dans les derniers milles de la Révolution tranquille, que le gouvernement Lesage crée la Soquem. Aujourd'hui, la société d'Etat fête son dixième anniversaire avec deux mises en production, une troisième en 1976 et plusieurs projets d'envergure à l'étude dont celui des Iles-de-la-Madeleine.

Alors qu'il s'écoule en moyenne huit années entre la mise en production d'un gisement minier et la découverte du gîte initial, le tableau des réussites de la Soquem fait de notre

ni une extension d'un service gouvernemental. C'est une entreprise paragonnée à caractère commercial et industriel. Assujettie aux règles du capitalisme, elle ne jouit d'aucun traitement de faveur de la part du gouvernement du Québec qui en est pourtant le seul actionnaire. C'est ainsi, par exemple, que le ministère des Richesses naturelles traite avec la Soquem comme il le ferait avec toute entreprise minière privée. Aucun privilège de quelque sorte n'est accordé à la société paragonnée. La formule Soquem constitue une innovation qui s'insère bien dans le contexte de la libre concurrence nord-américaine.

## Une entreprise à but lucratif

La Soquem est essentiellement une entreprise à but lucratif. Les profits qu'elle retire de sa filiale abitibienne Louvem et ceux qui proviendront de ses autres filiales ou des autres mines dans lesquelles elle aura un intérêt, seront réinvestis dans l'exploration et la mise en valeur de nouveaux gisements.

Ce devoir de rentabilité précise bien les buts de Soquem, soit l'exploitation et la mise en production de nouvelles mines sur le territoire québécois, et l'empêche d'agir comme simple agence de service auprès de l'industrie minière.

En un sens, la Soquem est une profession de foi dans les mérites de l'entreprise privée puisqu'on lui en a donné les mêmes structures et modes de fonctionnement. On a même poussé le parallèle jusqu'à y inclure la notion de profit individuel. Ainsi, la direction et le personnel peuvent toucher une rémunération additionnelle s'il y a découverte et éventuellement mine. Des primes sont distribuées aux artisans de la découverte, selon leur contribution, jusqu'à concurrence de \$50,000 pour l'ensemble. Par exemple, le manoeuvre qui a relevé l'emplacement exact du gisement cuprifère de la Louvem a reçu \$5,000 pour sa contribution.

Mais bien que fonctionnant sur le modèle de l'entreprise privée, la Soquem demeure néanmoins une entreprise paragonnée. Le gouvernement du Québec en est le seul actionnaire. D'abord de \$1.5 million en 1966 lors de la fondation de la Société, la participation annuelle du gouvernement fut portée à \$2.75 millions en 1972. Mais un an plus tard, la loi 4 augmentait une troisième fois le capital de la Soquem, portant successivement la capitalisation initiale de \$15 millions à \$21 millions puis à \$40 millions. Pour ce faire, \$3.2 millions ont été versés en 1973; \$3.4 millions l'ont été en 1974 et ainsi de suite pour chaque année subséquente jusqu'en 1980... où plus rien n'est prévu.

Ajoutons que ces sommes annuelles comportent aussi, depuis 1971, une subvention additionnelle de \$500,000 par année pour le développement minier du Nord-Ouest. A ce capital-actions total de \$40 millions, est venue s'ajouter, depuis les derniers amendements à la charte de la Société, une

somme de \$5 millions à être investis dans des projets spéciaux. De ce fonds spécial de \$5 millions, \$1 million ont déjà été engagés dans le projet Mingan qui vise à exploiter un immense gisement de fer et de titane sur la Côte-Nord.

En juillet 1974, sur la propriété de la Louvem, un gisement de zinc recelant 1 million de tonnes de minerai à une teneur moyenne de 8.8%, a été découvert. Ce gisement, contigu au gisement de cuivre original, mainte-

nant épuisé, rapportera à la Société autant d'argent que le gouvernement du Québec en a investi de 1965 à 1975. Les profits nets que la Soquem retirera de Louvem sont estimés à au moins \$12 millions, et possiblement \$15 millions. Déjà, cette année, la contribution de la Louvem à la Soquem devrait être de l'ordre de \$2.5 millions.

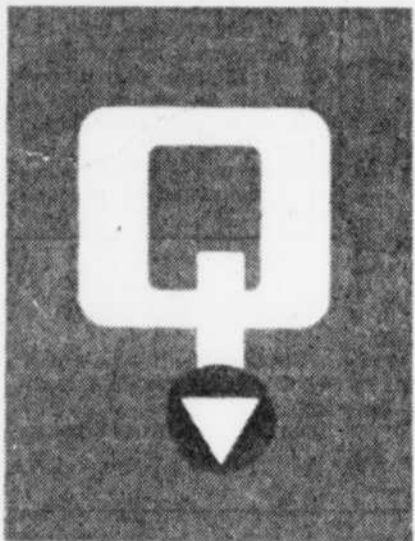
En pratique, le défi de la Soquem est de devenir une société à portefeuille d'intérêts miniers dont les bénéfices sont réinvestis dans l'exploration

minière. Car rien n'assure qu'en 1980, l'Etat voudra continuer à subventionner l'entreprise. Celle-ci, comme toutes les autres entreprises minières, doit en arriver à l'autosuffisance financière.

La Soquem peut toutefois jeter un regard sur l'avenir sans trop d'apprehensions, car le succès de la Louvem sera bientôt suivi d'un autre, celui de Niobec.

En effet, dès le début de 1976, soit

dans quelques mois, le groupe minier Teck mettra en production un gisement de columbium à Saint-Honoré de Chicoutimi. Ayant découvert le gisement, la Soquem a accepté de céder 50% des intérêts dans la propriété au groupe minier Teck moyennant la mise en production de celle-ci contre \$18.4 millions. Des contrats de vente à long terme couvrent 95% de la production des cinq premières années. La Soquem retirera donc 50% des profits de l'entreprise, une fois les coûts de mise en production remboursés, soit vers 1981.



société minière d'Etat un objet d'envie dans l'industrie. Voilà pourquoi, à l'occasion du dernier voyage du premier ministre Bourassa, le projet de constituer une société minière nationale en Iran avec l'aide de la Soquem a été si bien apprécié par le gouvernement de Téhéran.

"... on crée un instrument nouveau. On crée, on n'exproprie pas, on ne nationalise pas. On ne va pas chercher des propriétés existantes. On crée des outils nouveaux; alors, c'est une différence d'espèce... Il ne s'agit pas d'un monopole de services publics, mais d'une entreprise à risques et éventuellement à profits..." C'est ce que l'on peut lire dans les Débats de l'Assemblée législative de mai 1965.

Certes, la création de la Soquem ne constitue pas un précédent dans le domaine de l'exploration minière comme en font foi les interventions de pays tels que les Etats-Unis, la Finlande, la France et la Suède, pour ne citer que ceux-là. Ces interventions se sont faites au moyen d'organismes directement rattachés au gouvernement, généralement par l'entremise de commissions géologiques.

La Soquem tire son originalité du fait qu'elle n'est ni un agent de l'Etat,



M. Côme Carbonneau, président de la Soquem depuis maintenant dix ans

Le Soleil, Roland Marcoux

## Une mine de sel aux Iles: la décision n'est pas prise

La décision de mettre en production les gisements de sel des Iles-de-la-Madeleine n'a pas encore été arrêtée. Il est donc prématuré de parler de mine de sel aux Iles en 1978. C'est ce qu'a déclaré au SOLEIL M. Côme Carbonneau, président de la Soquem, de retour d'Iran depuis la fin de semaine.

La nouvelle de la mise en production des gisements salifères des Iles avait été annoncée dans LE SOLEIL de samedi dernier. L'information avait été confirmée par le nouveau ministre des Richesses naturelles, M. Jean Courmoyer.

En fait, la Soquem n'a pas encore entrepris l'étude de faisabilité d'une mise en production. La décision est loin d'être prise, a confirmé M. Carbonneau. L'évaluation des réserves de sel des quatre gisements de Havre-Aubert, Havre-aux-Maisons, Grosse-Ile et de l'Île-d'Entrée n'est pas terminée. En bref, la Soquem n'est rendue qu'à l'étape 5 d'une échelle de dix étapes menant de la découverte à la mise en production.

"Bien que le projet soit des plus intéressants, a affirmé le pdg de la

Soquem, sa rentabilité n'est pas encore démontrée. Il est fort probable que nous ayons à descendre un puits pour aller vérifier les réserves en profondeur. Si les réserves de sel s'avèrent suffisantes pour justifier une production commerciale, nous établirons les coûts par une étude de faisabilité, puis approcherons des acheteurs éventuels. Ceux-ci pourront être associés au financement, comme c'est notre pratique. Deux entreprises importantes, Domtar et CIL, ont d'ailleurs suivi nos travaux depuis le début et pour cause, puisqu'elles constituent les deux premiers producteurs de sel canadiens."



Le chantier de Niobec à St-Honoré à une dizaine de milles au nord de Chicoutimi.

## Un dixième anniversaire fêté sous le signe de l'uranium

par Jacques FORGET

Contrairement à ce qui a été annoncé, c'est sous le signe de l'uranium que la Société d'Etat fête ses dix années d'existence. Cet automne, la Soquem a découvert un gîte uranifère prometteur au Lac-Saint-Jean, à 35 milles au nord-ouest de Girardville. C'est ce qu'a confirmé au SOLEIL M. Côme Carbonneau, président de la Soquem, au cours d'une entrevue.

Aux abords des cantons Crevier et Lagorce, on a mis au jour une zone minéralisée d'une longueur de deux milles environ sur une largeur de plusieurs centaines de pieds. Cette zone, à son tour, contient des bandes verticales radioactives allant jusqu'à trois pieds de profondeur. Vingt-trois forages ont été faits jusqu'à maintenant, relevant une moyenne de 1.5 livre d'uranium à la tonne. Il s'agit du projet Crevier.

Pareille teneur est excellente, alors que le prix de la livre d'uranium cote entre \$25 et \$30. Une couche de mort-terrain recouvre presque entièrement cette zone minéralisée et rend difficile la détermination des bandes radio-actives. Toutefois, des relevés géophysiques et géochimiques indiquent une forte probabilité de déceler une concentration économique de ces bandes uranifères à l'intérieur de la zone minéralisée.

Située dans le fossé d'effondrement du Saguenay-Lac-Saint-Jean, où déjà en 1968 la Soquem découvrait le gisement de Niobec, cette nouvelle découverte est à mi-chemin entre les formations uranifères de Mont-Laurier et celles d'Elliott Lake en Ontario où sont exploités les gisements de la Rio Algom et de Denison Mines.

Alors que dans la région de Mont-Laurier, on trouve une vieille formation sédimentaire profondément métamorphosée et ne permet tant la présence que de pochettes d'uranium sur une grande étendue, les gisements d'Elliott Lake se caractérisent par une formation sédimentaire de conglomérats, facilement exploitables. La formation uranifère de Crevier est consti-

tuée de lentilles d'uranium dans un complexe alcalin qui, si en quantité suffisante, pourrait être exploitées à profit.

Le projet Crevier n'est qu'à la phase 3 et d'autres travaux élaborés de sondage devront être effectués avant de décider d'une étude de faisabilité.

Outre un gisement mis au jour au nord du Lac Sakami, près de LG-2, à la baie James par la SDBJ et l'International Nickel et dont on ne connaît pas les réserves exactes encore, le gîte Crevier, s'il atteint les dimensions de gisement, deviendra la seule autre découverte d'uranium commerciale au Québec. La Soquem a bien une autre propriété, à St-Armand de Missisquoi, dans les Cantons de l'Est, mais la teneur des réserves délimitées est beaucoup trop faible pour qu'il s'agisse là d'autre chose que de réserves stratégiques.

### Silver Stack et St-Urbain dans la boule à mites

Deux autres projets de la Soquem qui ont suscité des espoirs justifiés, le gisement aurifère Silver Stack en Abitibi et le gisement de titane de Saint-Urbain dans le comté de Charlevoix, sont mis en veilleuse.

Si le gisement aurifère de Silver Stack a été découvert par la Société d'Etat, la compagnie minière d'exploration Silver Stack Mines y détient un intérêt de 51%. Toutefois, la Soquem, par son contrat d'association, se réserve le droit de gérance pour les trois premières années suivant la mise en production. L'état des relations entre Silver Stack Mines, autrefois présidée par le promoteur minier Charlie Robbins, et la Soquem n'est pas excellent, surtout depuis qu'un tiers, Camflo Mines de Toronto, tente d'acquiescer la compagnie minière d'exploration en investissant \$1 million dans le trésor de la compagnie. Les directeurs de Silver Stack, qui reçoivent \$300,000 dans la transaction, ne s'opposent pas au marché...

Quoi qu'il en soit, malgré l'excel-

lence des réserves du gisement, soit 3.3 millions de tonnes à une teneur de 0.15 once d'or par tonne, aucune décision d'aller de l'avant avec la mise en valeur, estimée à \$1.2 million, ne saurait être prise avant que le marché aurifère se soit stabilisé. On connaît sans doute en janvier, à la réunion de la Jamaïque du FMI, si la vente des 25 millions d'onces du métal jaune aura lieu et si le prix de l'or chutera à \$100 et moins ou se situera à plus de \$150. A moins d'un tel prix, il est improbable, de l'aveu même du président de la Soquem, que le gisement de Silver Stack soit mis en production.

Le projet titanifère Saint-Urbain semble lui aussi être voué à dormir sur les tablettes pendant quelque temps. Il s'agit d'un gisement de 24 millions de tonnes d'ilménite à une teneur moyenne de 28.4% en fer et 30.5% en titane. On voudrait utiliser l'ilménite pour fabriquer du rutile synthétique, matière première utilisée notamment dans la pigmentation. Or, le partenaire de la Soquem dans ce projet, la Tiron Chemicals de New York vient d'abandonner ses essais en usine pilote qui lui ont coûté \$3.6 millions. L'ilménite de Saint-Urbain cause de la corrosion sur l'équipement sur lequel il est éventuellement appliqué, sous forme de peinture ou autres.

### Mingan toujours à l'étude

L'autre gros projet de la Soquem, outre celui des Iles-de-la-Madeleine, est le projet Mingan. Il s'agit d'un colossal gisement de fer-titane-alumine-chromium dont les réserves se chiffrent par un milliard de tonnes. Situé sur la Côte-Nord, à 80 milles à l'intérieur des terres, le gisement pose un problème à cause de l'engrainement des différents minéraux et des difficultés de recouvrement que cette situation pose. Un rapport de synthèse sur les études métallurgiques effectuées jusqu'à ce jour devrait bientôt parvenir à la direction de la société du chemin des Quatre-Bourgeois. La Soquem entend demander l'opinion d'une maison d'ingénieurs spécialisée avant d'aller plus avant dans la mise en valeur de ce fabuleux gisement.

## Les pétroles de l'Ouest canadien demeurent des valeurs attrayantes

Même si les pétroles de l'Ouest canadien ont affiché à la Bourse une meilleure performance que la plupart des grandes sociétés pétrolières intégrées depuis le mois de décembre 1974, il semble bien que l'évolution de la conjoncture favorisera encore les pétroles "junior" d'ici quelque temps.

Cependant, la hausse de ces valeurs ne pourra se poursuivre indéfiniment et les actions des grandes sociétés pétrolières intégrées pourraient un jour retrouver leur popularité d'antan.

Dans une étude consacrée à l'industrie canadienne du pétrole, la Maison Placements Canada Inc. recommande à l'investisseur qui s'intéresse à ce secteur important de notre économie de surveiller attentivement les pétroles de l'Ouest canadien, de même que les actions des sociétés pétrolières américaines non intégrées.

M. Manuel J. Madden, un analyste attaché à la Maison Placements Canada, recommande les actions

suivantes: Home, Dome, Acquitaine, Pacific Norcen.

Selon Crang & Ostiguy, les raffineries de pétrole sont moins attrayantes que les pétroles de l'Ouest en raison des problèmes dans les secteurs du raffinage et de la commercialisation. Cependant, Gulf et Shell devraient bénéficier tout particulièrement de la hausse des prix du gaz naturel.

Par ailleurs, une autre maison de placement, Jones Heward & Co., affirme que l'offensive contre l'inflation ne saurait bouleverser l'industrie du pétrole et certains secteurs pourraient même en retirer des avantages, à cause du fait que l'énergie échappe aux contrôles anti-inflationnistes.

### Facteurs positifs

A la longue, il semble bien que des techniques améliorées et un climat d'investissement plus favorable permettront d'augmenter les réserves de gaz naturel de l'Ouest canadien et de renverser éventuellement la tendance actuelle vers l'épuisement de nos ressources pétrolières. Ces développements auront un impact favorable sur les pétroles de l'Ouest canadien.

Selon la Maison Placements Canada, il est encore trop tôt pour concentrer ses placements dans les grandes sociétés pétrolières canadiennes intégrées et cela pour quatre motifs:

1 — Les Etats-Unis sont encore le meilleur endroit au monde pour une grande entreprise qui songe à l'exploration du pétrole et du gaz naturel.

2 — Les gouvernements canadien et américain n'ont pas encore mis au point une formule de collaboration efficace au bénéfice mutuel de chaque pays dans les questions concernant le pétrole et le gaz. Il s'ensuit qu'aucune production de pétrole et de gaz n'est possible dans l'Arctique canadien d'ici les cinq prochaines années.

3 — L'Imperial Oil et Gulf Oil doivent investir des fonds considérables dans le projet Syncrude en Alberta. Les coûts d'exploitation sont tellement élevés que même le pétrole de la Mer du Nord pourrait sembler bon marché.

4 — La hausse rapide des coûts du pétrole brut est loin d'améliorer la rentabilité des secteurs du raffinage et de la commercialisation et rien ne laisse prévoir la fin de cette tendance à la hausse des coûts, si l'on prend en considération les subsides versés aux raffineries de l'Est canadien qui s'alimentent en pétrole importé.



marcel boutin  
votre argent

de Dome Petroleum Home Oil, PanCanadian Petroleum et Voyager Petroleum. Dans le secteur des entreprises intégrées, B.P. Canada et Texaco Canada seraient des valeurs à surveiller, ajoute-t-il.

Par ailleurs, les investisseurs devraient s'abstenir d'acquérir les actions des entreprises qui comptent beaucoup sur l'exploration et la mise en valeur des gisements de la Mer du Nord en raison, principalement, du coût élevé de ces exploitations. Le pétrole de la Mer du Nord ne peut faire concurrence à celui de l'Opep en matière de prix, précise l'analyste.

### Recommandation similaire

De son côté, la maison Crang & Ostiguy Inc. partage l'opinion de la Maison Placements Canada Inc. et recommande aux investisseurs l'achat de certains pétroles de l'Ouest canadien. Canadian Superior, Hudson Bay Oil & Gas, Husky et PanCanadian représentent des valeurs intéressantes et les investisseurs devraient aussi s'abstenir de liquider les valeurs

## Hausse des réserves monétaires canadiennes en octobre

OTTAWA (PC) — Les réserves monétaires internationales du Canada ont affiché une hausse de \$84.1 millions en octobre, a annoncé le ministre des Finances.

Le total des réserves canadiennes en date du 31 octobre était de \$5.301 milliards, contre \$5.218 milliards fin septembre. Ces réserves avaient atteint \$6 milliards en février.

Les avoirs canadiens en dollars américains étaient de \$3.15 milliards, en hausse de \$48 millions. C'est le deuxième mois pour lequel la Banque du Canada a accru ses avoirs en dollars américains, après s'en être départie plus tôt cette année pour soutenir le taux de change de la devise canadienne.

Les avoirs en or atteignent \$911 millions, en hausse de \$16 millions.

**AVOCATS**

522-5031 522-5031  
522-5031 522-5031

**BROCHET FORTIN CROTEAU**

648 est, GRANDE-ALLEE

**OUVERT SOIR ET SAMEDI**

**BIENTÔT à votre service**

**Le Groupe Scriba enr.**

traducteurs translators

## en un clin d'oeil

### Séminaire de gestion à Québec

Roynat Ltd. organise pour la première fois à Québec, un séminaire de gestion à l'intention des petites et moyennes entreprises. C'est le 18ème et dernier organisé à travers tout le Canada par cette société de financement. Au cours de ce séminaire qui se tiendra le 13 novembre à Québec, on parlera de la gestion des entreprises en période difficile. Des sujets spécifiques comme les effets des mesures anti-inflationnistes, le budget de caisse et les mouvements de trésorerie seront abordés. D'un point de vue plus général, on parlera des "signaux de danger", des occasions de bénéfices à saisir, des techniques de planification et de contrôle à adopter, etc., etc. Le séminaire sera animé par des représentants de la firme de comptables Coopers & Lybrand et par Jean Guertin des Hautes études commerciales. Tél.: 783-2177.

### La BCN à Londres

La Banque canadienne nationale a inauguré, hier, un bureau de représentation à Londres. Ce bureau sera dirigé par M. Laval Boily, un Montréalais, qui était direc-

teur général adjoint de la filiale de la BCN à Paris depuis 1972. Pour la banque montréalaise, le bureau de Londres devrait constituer une base idéale pour le financement des prêts en euro-devises, accroître le rôle de la BCN sur le marché des prêts à l'étranger et faciliter les transactions commerciales des clients canadiens de la banque au Royaume-Uni. La BCN est la sixième banque en importance au pays, avec un actif, à la fin de septembre, de \$4.5 milliards et 397 succursales, dont 17 ont été ouvertes cette année.

### Offensive contre l'inflation

Les hommes d'affaires, professionnels et autres contribuables qui voudraient prendre connaissance des lignes directrices du programme de lutte à l'inflation du gouvernement fédéral peuvent obtenir un exemplaire de la déclaration de principe du gouvernement et des textes explicatifs qui ont été déposés à la Chambre des Communes le 14 octobre dernier. Ces documents sont disponibles dans les bureaux régionaux de l'impôt fédéral. A Québec, le bureau de Revenu Canada est situé au 165 sud, rue Dorches-

ter, à proximité du marché St-Roch. N'hésitez pas, c'est gratuit!

### Oede: déficit plus élevé que prévu

Les pays industriels occidentaux, membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (Oede), auront, l'an prochain, un déficit global pouvant atteindre entre \$3 et \$12 milliards. Telle est l'estimation à laquelle est parvenu, hier, un groupe de travail de l'Oede réuni à Paris, et dont les conclusions ont été exposées à la presse par M. Otmar Emminger, vice-président de la Bundesbank. Le déficit a atteint ce rythme pendant le deuxième semestre de l'année en cours, et on pense qu'il se maintiendra en 1976. Pourtant, l'Oede estimait auparavant que le déficit pour l'ensemble de 1975 n'atteindrait qu'entre \$3 et \$5 milliards. Plusieurs pays, comme la France et l'Italie, ont réussi à réduire leur déficit, a déclaré M. Emminger, mais dans d'autres pays, les perspectives ne sont pas meilleures. L'Allemagne fédérale, quant à elle, pourrait avoir, cette année, un excédent atteignant entre \$4 et \$5 milliards.

### Les Distilleries Corby Limitée



M. Michel F. Marentotte, vice-président au marketing pour Les Distilleries Corby Limitée, annonce la nomination de Monsieur Michel F. Marentotte, au poste de directeur au marketing pour Corby/Wiser/Lamb's. M. Marentotte possède des connaissances approfondies en marketing particulièrement en ce qui a trait à l'industrie de l'alimentation et des alcools. Son bureau est situé au siège de l'administration à Montréal. (ANN.)

### Hausse du soya

CHICAGO (AP) — Le soya à terme a accru sa valeur de un cent par boisseau hier, à la Bourse des grains de Chicago.

## carrières et professions

pour faire paraître vos annonces dans cette page, composer

647-3266

**GERANT DE CREDIT demandé**

Avec au moins deux (2) années d'expérience. Communiquer avec:

**Yves Picard**  
**BILOPAGE INC.**  
Tél.: 687-2840

**PHARMACIEN**

Avec expérience offre ses services à temps plein

**872-1339**

**SECRETAIRE DEMANDEE**

Pour bureau de comptables agréés. Une bonne connaissance de la dactylo et de la steno est requise. Salaire selon compétence et expérience.

**688-1035**

**DESSINATEURS**

Manufacturier d'équipement pour usine de sciage recherche dessinateurs avec expérience. Emplois à Québec.

Ecrire à:  
Dépt 7641 - Le Soleil

**CHEF-CUISINIER**

Pouvant prendre charge complète de la cuisine. Spécialité: cuisine canadienne. Possibilité de \$1000-\$1500 par mois selon expérience.

**AIDE-CUISINIER (SHORT-ORDER)**

\$700-\$1000 par mois selon expérience.

**(418) 585-2605**

**INGENIEUR CIVIL demandé**

Pour bureau d'ingénieurs-conseils. Expérience en aqueduc et égouts.

Téléphoner à:  
**653-1850**

**\$6.00 / l'heure**

- plus boni,
- commission,
- avancement,
- stabilité,
- auto nécessaire.

4 personnes, temps plein  
5 personnes: temps partiel

Ste-Foy: 651-2722  
Limoulu: 647-3611  
Lévis: 833-1739  
Haute-ville de Québec: 629-5371  
Die Montagny: 833-0442

**TECHNICIEN EN GENIE CIVIL**

Pour bureau d'ingénieurs-conseils. Expérience en aqueduc et égouts.

Téléphoner à:  
**653-1850**

**TECHNICIENS**

TRAVAIL: Etudes géotechniques, contrôle sols et bétons en chantier et en laboratoire.

EXIGENCES: Technicien D.E.C. génie civil ou expérience équivalente.

Salaire selon qualifications.

**GEOTEK INC.**  
1375 ouest, boul. Charest  
Québec, P.Q. — Tél.: 683-4921

**REPRESENTANTS demandés**

Pour visiter les magasins de décoration, draperies et ce qui s'y rattache. Produits exclusifs et sans compétition. Salaire de \$20,000 et plus par année. Téléphoner pour prendre rendez-vous entre 8h 00 a.m. et 10h 00 a.m., à:

**522-0515**

**CAISSE POPULAIRE DE STE-FOY**

Besoin immédiat de:

- 1 CAISSIER(ÈRE) environ 20 heures par semaine
- 1 COMMIS A TEMPS PLEIN

Téléphoner à:  
**653-2881**

**SI VOUS ETES INTERESSES :**

A DONNER A VOTRE CARRIERE UNE DIMENSION NOUVELLE; A OCCUPER UN POSTE DE RESPONSABILITE IMPLIQUANT DES ACTIVITES DANS SEPT PAYS DU SAHEL; A CONTRIBUER, AVEC LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE, AU REDRESSEMENT DE CETTE REGION AFFECTEE PAR LA SECHERESSE; L'AGENCE CANADIENNE DE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL VOUS EN OFFRE L'OCCASION EN RECRUTANT :

**UN ECONOMISTE EN TRANSPORT**

A titre de conseiller auprès du Comité Inter-états de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) dont le siège social est à Ouagadougou en Haute-Volta.

**LE POSTE :**

Le candidat aura pour principale fonction de faire l'inventaire, d'analyser, de planifier et de stimuler le démarrage de projets, dans le domaine du transport (surtout routier), intéressant l'un ou plusieurs des sept pays membres du CILSS.

**EXIGENCES :**

Diplôme d'économique  
Diplôme ou spécialisation équivalente dans le domaine du transport  
Minimum de 5 années d'expérience pertinente  
Excellente maîtrise de la langue française

POUR POSER SA CANDIDATURE S'ADRESSER AVANT LE 25 NOVEMBRE A :

**DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**  
**J.H. McGRAW** Tél.: (613) 995-8371

**Agence canadienne de développement international** Canadian International Development Agency

# Comment faire un placement sain dans cette période d'incertitude?

**Achetez des Obligations d'Épargne du Canada. Elles offrent un maximum de sécurité et de liquidité, à un taux d'intérêt concurrentiel.**

- Nous pensons que toute personne résidant au Canada devrait posséder des Obligations d'Épargne du Canada.
- La série 1975-1976 a un rendement annuel moyen de 9.38% sur 9 ans. Les coupons de cette émission rapportent 8¼% la première année et 9¼% les années suivantes.
- Elles existent en coupures de \$50 à \$25,000. Achat maximum par personne: \$25,000.

Téléphonnez au bureau de Merrill Lynch, Royal Securities le plus proche. En cas de grève des postes, nous essayerons de livrer un bulletin de demande à votre bureau ou à votre domicile.



**MERRILL LYNCH, ROYAL SECURITIES LIMITÉE**

Victoria Vancouver Calgary Edmonton Winnipeg Hamilton  
Toronto Ottawa Montreal Québec Saint-Jean Halifax  
Charlottetown Saint-Jean de Terre-Neuve Londres

**AVIS DE CONCOURS**

POSTE

**TECHNICIEN DE TRAVAUX PRATIQUES CLASSE II**

SERVICE

**Laboratoire de diététique**

FONCTIONS

Le technicien de travaux pratiques de laboratoire de diététique assiste le personnel enseignant dans la préparation, la présentation, la surveillance et l'évaluation des travaux de laboratoire et de stage.

Dans l'exécution de sa fonction, le technicien de travaux pratiques peut être affecté à des tâches de démonstrateur, de moniteur, d'instructeur, de répétiteur, etc. A ce titre, il assiste le personnel enseignant dans la préparation, la présentation, la surveillance et l'évaluation des travaux de laboratoire et de stage.

QUALIFICATIONS REQUISES

Posséder un diplôme d'études collégiales professionnelles en diététique, ou posséder un diplôme ou une attestation d'études dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente.

ECHELLE DE SALAIRE

Entre \$6,949 et \$8,007 (en voie de révision) selon la scolarité et l'expérience.

Les candidatures écrites seront reçues jusqu'au 12 novembre 1975, à 17 heures, par le soussigné, au local D-228.

**Monsieur Paul-André Alain**  
Agent de la gestion du personnel  
Service du personnel  
Cégep de Rimouski

**Assistant(e) Linguistique**

Les Recherches Bell-Northern, le plus important centre de recherche et de perfectionnement en télécommunications au Canada recherche un(e) assistant(e) linguistique dont le travail sera situé à Ottawa.

Le travail comportera de la traduction générale, principalement de l'anglais au français. En outre, la personne choisie participera à des programmes destinés aux visiteurs francophones et collaborera aux diverses commissions de terminologie des entreprises associées.

Les exigences

- Formation universitaire (diplôme d'un établissement francophone).
- De préférence, expérience de deux ans de la traduction.

Salaire selon l'expérience et la compétence. Excellent programme d'avantages sociaux.

Prière d'appeler à frais vifs:

Hazil Mizener  
Service du personnel  
Recherches Bell-Northern Ltée  
613 596-4266

# carrières et professions

pour faire paraître  
vos annonces dans  
cette page, composez

**647-3266**

**LE CENTRE D'ACCUEIL LAURIZON**  
200, Mgr-Bourget, Lauzon, P.Q.  
a besoin

## D'EDUCATEURS

**DESCRIPTION DE LA TACHE:**  
Personne qui, en collaboration avec l'équipe en place, répond aux besoins physiques, psychologiques et de rééducation totale des enfants. Elle organise et coordonne les activités sportives de l'unité de vie. Elle suit l'évolution des enfants en remplissant les documents de contrôle d'évolution. Elle fournit la programmation de sa journée.

**SCOLARITE:**  
Avoir obtenu un D.E.C. en éducation spécialisée ou l'équivalent.

Les personnes intéressées sont priées de communiquer avec Mlle Suzanne Rousseau au:

**Bureau du personnel**  
833-0810, ext. 55

**CONSTRUCTION DE DEFENSE (1951) LIMITEE**

## OFFRE D'EMPLOI INGENIEUR RESIDENT

**POSTE:**  
Le titulaire relève de l'Administrateur-adjoint du projet. Il est responsable de la coordination, la surveillance et l'administration de travaux de construction de bâtiments et services.

**ENDROIT:**  
Base des Forces Canadiennes de St-Jean, Québec.

**CANDIDAT:**  
Ingénieur civil bilingue possédant de 5 à 8 ans d'expérience pertinente.

**SALAIRE:**  
A discuter.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à:  
**l'Agent d'administration, Projet St-Jean, 1253, av. McGill College, Suite 700, Montréal, Québec, H3B 4C6, téléphone: (514) 283-5022.**

**Fiducie du Québec**  
Une institution du Mouvement des Caisses populaires Desjardins.

## EVALUATEURS

**LE POSTE:**  
Sous la responsabilité du gérant du service, les candidats auront pour principale activité l'évaluation des propriétés pour les fins suivantes: expropriation, valeur marchande, valeur assurable, réforme fiscale, étude de rentabilité et autres.

**LES CANDIDATS:**  
Avoir terminé complètement ou en partie les cours de l'Institut Canadien des Évaluateurs ou C.E.A.Q. Une attention particulière sera portée aux évaluateurs agréés et stagiaires qui ont déjà quelques années d'expérience dans le domaine de l'évaluation immobilière.

**LE TRAITEMENT:**  
Le salaire établi selon la compétence et l'expérience du candidat en relation avec notre échelle de salaire ainsi que les bénéfices sociaux usuels; l'automobile est fournie pour fins de travail et usage personnel.

Les demandes traitées confidentiellement seront adressées au:

**Gérant de l'Évaluation**  
Société de Fiducie du Québec  
250 ouest, Grande-Allée  
Québec 6, Qué.

**OFFRE D'EMPLOI**

**POSTE:**  
**REGISSEUR DES SPORTS**

**DESCRIPTION DE LA TACHE:**  
Responsable devant le Directeur du Service des Loisirs de toute la régie sportive: Planification, programmation, coordination, évaluation, animation du personnel. Il est sous la responsabilité du Directeur du Service des Loisirs.

**QUALITES REQUISES:**  
Aptitude reconnue d'animateur, ouverture d'esprit, facilité d'expression et de communication, capacité de travailler en équipe et leadership.

**TRAITEMENT:**  
Selon convention collective en vigueur soit \$9,552.72 à \$15,201.29.

**EXIGENCES ACADEMIQUES:**  
Baccalauréat en Education Physique  
OU  
Baccalauréat en Récréologie  
OU  
Diplôme d'études collégiales avec option de techniques des Loisirs et quelques années d'expérience pertinente.

Les candidats intéressés devront faire parvenir leur curriculum vitae au soussigné avant 12h00 a.m., le 14 novembre 1975.

**PAUL-EMILE JEAN, i.f.**  
Gérant municipal  
**VILLE DE HAUTERIVE**  
625, boulevard Lafleche  
Haute-riev, Québec.  
No de téléphone (418) 589-2071

**OFFRE D'EMPLOI**

La municipalité de St-Pascal de Kamouraska recherche un:

## DIRECTEUR DE LOISIRS

**Fonctions:**  
— Consulter la population et l'informer sur les différentes possibilités en loisirs, tant au niveau municipal, intermunicipal et régional;  
— Voir à la mise sur pied des structures nécessaires au fonctionnement municipal (structures sportives, socioculturelles et de plein-air);  
— Assister le conseil municipal dans ses fonctions en terme de budgétisation, d'élaboration de politiques et de représentation du milieu;  
— Elaborer et coordonner les différents programmes d'activités.

**Exigences:**  
— Avoir de l'expérience au niveau de la direction des loisirs;  
— Connaître la région;  
— Posséder un diplôme universitaire en récréologie ou domaine connexe, ou technicien en loisirs avec expérience;  
— Habileté et facilité aux relations individuelles et publiques.

**Lieu de travail:**  
— Municipalité de St-Pascal, cté Kamouraska, Qué.

**Traitement:**  
— A déterminer selon l'expérience et les qualifications.

Faire parvenir votre curriculum vitae, avant le 15 novembre 1975, à la:

**Municipalité St-Pascal**  
Hôtel de Ville, 405, Taché  
a/s M. Simon Lévesque  
Tél.: 418-492-2342

**Communication - Québec**  
région de l'Est  
Entente Canada - Québec  
ODEQ 25% - MEER 75%

## SECRETAIRE

Bureau de comptables-agrèés recherche secrétaire avec sténo pour travail varié dans le domaine de la faillite. Expérience antérieure dans le milieu légal serait un atout. Salaire et bénéfices marginaux intéressants. Communiquer avec:

**John-P. Buzzetti, C.A., Syndic licencié**  
800, Place d'Youville, suite 1800, Québec  
TEL.: 692-3033

**FOYER DESJARDINS INC.**  
Centre d'accueil  
(foyer pour adultes)  
— 72 lits —

## DIRECTEUR GENERAL

**Responsabilités:**  
Personne qui, mandatée par le Conseil d'administration, est responsable de l'administration de l'établissement, de l'élaboration et de la direction des programmes et des services, le tout en conformité avec les politiques et directives émises par le Conseil d'administration et le ministère des Affaires sociales.

**Exigences:**  
Être détenteur d'un diplôme universitaire en sciences administratives, sciences humaines ou autres domaines connexes, ou posséder une formation secondaire ou collégiale et avoir d'une expérience administrative jugée valable, dans le secteur des affaires sociales ou dans un domaine connexe.

**Rémunération:**  
Suivant les normes du ministère des Affaires sociales et selon les qualifications du candidat.

**Inscription:**  
Veuillez faire parvenir votre demande d'emploi, accompagnée de votre curriculum vitae, avant le 29 novembre 1975, à l'adresse suivante:

**Président du Conseil d'administration**  
Foyer Desjardins Inc.  
St-André  
(Kamouraska) G0L 2H0

**COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE COTE-NORD**  
275, boul. LaSalle, Baie-Comeau, P.Q.

## SERVICE DU PERSONNEL

Tél.: 296-6691 - Postes 222-223  
Référence: 04-28-00

## OFFRES D'EMPLOI

La Commission scolaire régionale Côte-Nord requiert les services de professeurs légalement qualifiés pour dispenser les matières suivantes:

- physique (Baie-Comeau)
- écologie (Forestville)
- chimie-biologie (Baie-Comeau)
- anglais (Baie-Comeau)
- initiation technologique (Baie-Comeau)
- enseignement religieux (Baie-Comeau)

**ENTREE EN FONCTION:** Immédiate

**TRAITEMENT:** Selon scolarité et expérience reconnues

Toutes les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur demande à l'attention du soussigné et ce, dans les plus brefs délais possible.

**LA DIRECTION DES SERVICES DU PERSONNEL**  
C. H. Charbonneau, Directeur  
Baie-Comeau, le 30 octobre 1975

## LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION

### GEORGIA PACIFIC LIMITEE

Un nouveau centre de distribution de matériaux de construction en gros requiert les services de personnel.

## GERANT D'OPERATION

(bilingue)

Fonctions: Superviser le département de crédit, comptes payables et recevables, système d'inventaire (cardex).  
De préférence, expérience dans les matériaux de construction.

## (2) REPRESENTANTS DES VENTES

(bilingues de préférence)

Expérience dans la vente de matériaux de construction en gros.

## GERANT DES VENTES

(bilingue)

Pour le département de bois de sciage.

Fonctions: Achat et vente de différentes espèces de bois.

## VENDEURS

PREPOSES AU DEPARTEMENT DES COMMANDES

Fonction: Vente par téléphone.  
Expérience dans les matériaux de construction en gros.

## PREPOSEE AUX COMPTES RECEVABLES ET FACTURATION

Expérience de la dactylographie serait un atout mais non essentielle.

## SURINTENDANT D'ENTREPOT

Fonctions: Expédition, entreposage de matériaux. Supervise le personnel d'entrepot.

## CHAUFFEURS

de camions-remorques

Expérience dans les matériaux de construction en gros de préférence.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae en toute confiance à:

**Dépt 7642 - Le Soleil**  
Notre représentant sera à Québec prochainement pour les entrevues.

## gérant de courtage immobilier

pour la région métropolitaine de Québec

La gérance d'une succursale de Québec offre des satisfactions uniques; c'est peut-être pour vous l'occasion attendue de vous mesurer à de nouveaux défis.

**Le Trust Général offre:**

- une organisation efficace;
- une garantie de commissions;
- des bénéfices marginaux intéressants;
- des revenus supérieurs.

**Le Trust Général attend:**

- un administrateur de talent;
- un formateur de talents;
- un superviseur et un organisateur capable de motiver une équipe de vendeurs.

Le candidat doit détenir un permis du Service de Courtage Immobilier du Québec.

**Lieu de travail:** Québec

**C'est peut-être le temps de changer**

**TRUST GÉNÉRAL**  
Gérard Laverdière, directeur général adjoint  
Trust Général du Canada  
1091, Chemin St-Louis  
Québec  
Tél.: 688-0630

**LE CONSEIL DES LOISIRS DE L'EST DU QUEBEC**  
Organisme de soutien au développement du loisir et d'autodétermination du milieu recherche un:

## RESPONSABLE DE DEVELOPPEMENT DU PLEIN AIR

**RESPONSABILITES:**  
— Inventaire des besoins du milieu et des ressources humaines et physiques de la région.  
— Assistance technique à la concertation régionale et soutien des structures organisationnelles du milieu.

**QUALIFICATIONS:**  
— Posséder un premier diplôme universitaire ou l'équivalent en récréologie ou en sciences humaines.  
— Toute expérience pertinente sera considérée.  
— Connaissance du cadre institutionnel régional.  
— Habileté et facilité aux relations individuelles et publiques.

**LIEU DE TRAVAIL ET CONDITIONS:**  
— Rimouski.  
— Convention de travail du Conseil des loisirs de l'Est du Québec au 1er avril 1975.

Faire parvenir votre demande en incluant votre curriculum vitae avant le 14 novembre 1975 à:

**CONSEIL DES LOISIRS DE L'EST DU QUEBEC**  
140 ouest, St-Germain, suite 105  
Rimouski, Qué. G5L 4B5  
Tél.: (418) 723-6036

**commission scolaire Régionale de Tilly**

## UN CUISINIER

**LIEU DE TRAVAIL:**  
Ecole secondaire Katimavik à Ste-Foy.

**Ecole secondaire Pamphile-Lemay à Ste-Croix**

**NATURE DU TRAVAIL:**  
Conformément au menu offert à la clientèle; Préparer le repas du midi pour environ 200 personnes; cafétéria très moderne.

**QUALIFICATIONS REQUISES:**  
Posséder expérience dans la préparation des aliments et connaître une variété de recettes standards.  
La préférence sera accordée aux personnes ayant suivi un cours de cuisinier.

**AUTRES EXIGENCES:**  
Conditions physiques adéquates.

**SALAIRE:**  
\$142 par semaine plus une prime de \$10 par semaine.

**DEBUT DU TRAVAIL:**  
Le plus tôt possible.

**CE POSTE EST OUVERT AUX HOMMES ET AUX FEMMES.**

**LES CANDIDATS INTERESSES** sont invités à téléphoner au numéro: 657-3373 ou se présenter pour compléter une formule de demande d'emploi au:

**SERVICE DU PERSONNEL**  
945, avenue Wolfe,  
Sainte-Foy, P.Q.  
(concours 75-98)

**le Collège D'Alma**  
DU COLLEGE REGIONAL DUSAGUENAY LAC SAINT-JEAN

## conseiller en audio-visuel

**ATTRIBUTIONS:**  
A) sous l'autorité du directeur des services pédagogiques, le conseiller en audio-visuel est un pédagogue animateur et un concepteur réalisateur.  
**CONCEPTEUR REALISATEUR:** Conseille et assiste les professeurs dans la production de matériel audio-visuel; bandes magnétiques, magnétoscopes et diapositives.  
**PEDAGOGUE ANIMATEUR:** Initie et encourage les professeurs à l'utilisation rationnelle et optimale des techniques audio-visuelles.  
Enfin, il assiste les membres des autres services dans la production de documents, de matériel audio-visuel.

B) responsable du service audio-visuel; il voit à la planification des besoins du service, participe à l'élaboration des politiques et en assure l'application dans son service.

**QUALIFICATIONS:**  
Ter cycle universitaire dans une discipline appropriée, expérience pertinente à la fonction, souhaitable.

**SALAIRE:**  
Selon convention collective en vigueur pour les professionnels. Veuillez expédier votre offre de service accompagnée d'un curriculum vitae avant vendredi 14 novembre 1975, 16h30, à:

**Concours: Conseiller en audio-visuel**  
**SERVICE DU PERSONNEL**  
**COLLEGE D'ALMA**  
675 ouest, boul. Auger, Alma, Québec

## PHARMACIEN DEMANDE

A temps partiel à Donnacona  
(418) 285-1787

**Champlain Regional College**  
OF GENERAL AND VOCATIONAL EDUCATION

**Le Campus St. Lawrence,**  
une institution éducationnelle de langue anglaise,  
recherche immédiatement un:

## TECHNICIEN EN LOISIRS

### CLASSE II

L'employé organise les activités sociales, culturelles et sportives comme loisirs pour les étudiants. Les candidats doivent avoir un degré collégial ou l'équivalent, et un minimum de trois ans d'expérience relative. Doit être bilingue. Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur curriculum vitae à:

**M. E. Murphy,**  
Directeur de Campus,  
Collège Régional Champlain,  
Campus de St. Lawrence,  
1145 Jean-Duquen,  
Ste-Foy, P.Q.  
J1V 3E3  
Tél.: (418) 656-6921

**FORCES CANADIENNES**

**FONCTION**  
Officier dans les Forces canadiennes.

**QUALIFICATIONS**  
Diplôme universitaire ou technique **SANS EXPERIENCE**, avoir 25 ans ou moins pour les classifications opérationnelles, avoir 34 ans ou moins pour les autres classifications.

**ETAT MATRIMONIAL**  
Marié ou célibataire.

**SANTE**  
Remplir les normes médicales requises par les Forces canadiennes.

**AVANCEMENT**  
Selon vos capacités.

**AVANTAGES**  
Soldé élevée et majorations progressives, indemnité d'uniforme, activités sociales intéressantes, congé annuel avantageux, excellent régime de retraite, soins dentaires et médicaux sans frais.

Se présenter ou communiquer à:  
**Centre de recrutement,**  
1048, rue St-Jean,  
Québec.  
Tél.: 694-3636

**commission scolaire Régionale de Tilly**

**POSTE: CONSEILLER EN AUDIO-VISUEL**

**ENDROIT:**  
Centre Administratif,  
Service de l'Enseignement,  
945, avenue Wolfe,  
Sainte-Foy.

**NATURE DU TRAVAIL:**  
Sous l'autorité du Directeur des services de l'Enseignement, le conseiller en audio-visuel contribue à l'élaboration de politiques en matière de gestion de techniques et moyens audio-visuels et en coordonne l'application en respectant les objectifs établis par la Commission.

**QUALIFICATIONS REQUISES:**  
Posséder un diplôme universitaire terminal de premier cycle en audio-visuel.

**SALAIRE:**  
\$8,814 à \$19,535 selon qualifications et expérience. En voie de révision.

**CE POSTE EST OUVERT AUX FEMMES ET AUX HOMMES.**

**LES CANDIDATS INTERESSES** devront faire parvenir leur curriculum vitae au plus tard le 21 novembre 1975, 16.00 heures, au:

**SERVICE DU PERSONNEL**  
Concours 75-99  
945, avenue Wolfe, Sainte-Foy, P.Q.

## SPECIALISTES EN COMMUNICATION

**Avantages sociaux**

L'expansion continue d'une société spécialisée dans l'élaboration de régimes d'avantages sociaux a créé des postes offrant aux candidats choisis l'occasion de mettre à profit leur dynamisme créateur. Après une période de familiarisation, les personnes choisies assumeront la responsabilité de la planification et de la préparation d'exposés écrits des régimes d'avantages sociaux destinés au personnel. Les personnes assignées à ces postes travailleront pour les nombreux clients de l'entreprise, aussi bien dans le secteur public que privé. Ces personnes travailleront en étroite collaboration avec l'équipe de conseillers et d'acteurs de cette firme spécialisée de haute renommée. Lieu de travail: Montréal.

Les spécialistes recherchés possèdent une excellente maîtrise du français ou de l'anglais écrits et connaissent bien le domaine des avantages sociaux. Versés dans les plus récentes techniques de communications, y compris les méthodes audio-visuelles, ils cherchent un poste au sein d'une organisation dynamique qui met l'accent sur l'autonomie d'action, les contacts extérieurs et les possibilités d'avancement.

Vous référant au dossier 56-11-548, veuillez adresser votre demande à:  
**David Soles, Suite 835, 1 Place Ville-Marie, Montréal, Québec H3B 2A3, 861-7481**

**P. S. ROSS & ASSOCIÉS**  
CONSEILLERS EN ADMINISTRATION

ASSOCIÉS: JACQUES DAYLAUCI, ROBERT BROUILLARD, MICHEL GAUCHER

# Le concours Yvette-Rousseau

# Des projets pour une société plus humaine

par Louise PICARD

En cette année internationale de la femme qui prendra fin bientôt, au grand soulagement des misogynes, les idées et projets furent nombreux. Dans un "appel à toutes" lancé, il y a quelques mois, par la Fédération des femmes du Québec et de l'extérieur ont pu faire connaître, par le biais d'un concours, ce qu'elles pensent de la promotion de la femme, de l'humanisation de la société, et les solutions pratiques qu'elles envisagent.

L'essentiel de ce concours était de donner aux femmes l'occasion de s'exprimer de façon positive, sur le plan de la pensée ou des réalisations. Les essais étaient jugés selon trois critères: pensée origi-

naise du monde, prenait, cette année, une dimension internationale, grâce à la collaboration de l'Unesco qui en fit la promotion à l'extérieur du Québec.

Ce fut une Française de Le Mans, en France, qui remporta le prix réservé à l'étranger. Il s'agit de Mme Anthoula Delehayé-Elletheriou qui avait vu, en juillet dernier, un communiqué publié à ce sujet dans son journal local.

De passage à Québec, elle déplora hier, au cours d'une entrevue accordée au SOLEIL, en compagnie de deux autres lauréates québécoises, la dévalorisation du métier de mère de famille, lequel devrait être reconnu comme un fait social.

**Revaloriser la femme au foyer**  
Dans son essai, elle décrit la promotion de la femme comme une chose qui ne doit pas se réaliser uniquement par le travail à l'extérieur, mais aussi au foyer. Cette promotion comprend une politique de rémunération du travail de la femme au foyer afin d'alléger cette dépendance financière très lourde à porter pour plusieurs femmes.

Ayant déjà participé, durant 18 mois, à une vaste enquête effectuée dans sa région sur le travail professionnel et familial de la femme en France, Mme Elletheriou se dit très sensibilisée aux problèmes de la femme, particulièrement de celle qui doit se lever très tôt tous les matins pour aller déposer son enfant dans une maternelle, se rendre au travail pour y revenir à 19 heures et accomplir diverses tâches domestiques pour ensuite recommencer le lendemain.

Elle songe également à celle que le mari a quittée après 15 ou 20 ans, ce qui est largement répandu en France dit-elle, et qui se retrouve devant strictement rien, sauf des problèmes financiers et l'incapacité de se trouver un emploi. Le salaire de la femme au foyer constitue, à son avis, une forme

d'humanisation de la société, car il permet à la femme de se libérer des tracasseries quotidiennes afin de mieux remplir son rôle d'éducatrice auprès de ses enfants. Une société meilleure dépendra d'une femme meilleure, conclut Mme Elletheriou.

**La femme et l'éducation**  
Dans une approche plus



Mme Louise R. Giroux, de Cap-Rouge, entretient la promotion de la femme par une formation continue.

idéaliste, Mme Louise R. Giroux, une autre lauréate à ce concours, entretient la promotion de la femme par une formation continue au foyer. L'éducation permanente de la femme est, à son avis, la seule solution à l'améliora-



Mme Madeleine des Rivières, une infirmière préoccupée par la déshumanisation des milieux hospitaliers.

tion de la qualité de vie qu'elle transmet à sa famille par ses connaissances et sa formation personnelle.

Engagée dans le monde de l'éducation, Mme Giroux n'accepte pas que la femme soit rémunérée à titre de "ménagère", mais plutôt pour sa participation à des programmes de formation continue. Avec toutes ces écoles qui se vident et ces enseignants sans emploi, elle croit qu'il existe toute une population de femmes qui pourraient bénéficier d'un

enseignement re favorisant pas uniquement la course aux crédits et au parchemin, mais une motivation plus profonde sur le plan de la connaissance.

"La femme au foyer est la grande oubliée dans cette société uniquement axée sur la rentabilité économique plutôt que sur la qualité de vie." Soulignant que les politiques d'admission dans les universités étaient souvent discriminatoires pour la femme qui a des enfants, elle entend poursuivre sa lutte en

vue d'une plus grande évolution dans le monde de l'éducation.

Dane un concept plus restreint, une infirmière à soumettre, durant ce concours, l'idée d'une plus grande humanisation de la société dans les milieux hospitaliers, en particulier par la création, dans chacun des hôpitaux, d'une "ombudswoman" ou relationniste médicale. Ce rôle consisterait essentiellement à acheminer toutes les plaintes des malades aux personnes concernées.

Disponible, attentive et prête à parer à toutes les éventualités, cette femme occuperait un poste cadre au sein de l'administration hospitalière. A cause de tous les encadrements syndicaux et administratifs, Mme Madeleine des Rivières, qui a soumis ce projet, admet volontiers que les infirmières dont les tâches sont parfois très lourdes ne peuvent plus s'occuper des malades comme autrefois. A cela viennent s'ajouter la lourdeur administrative des centres hospita-

liers et l'abus des soins médicaux par la population, qui contribuent à déshumaniser les milieux hospitaliers et à rendre le patient encore plus vulnérable.

Ce poste de relationniste médicale, qui existe déjà dans deux hôpitaux anglophones de Montréal, pourrait, selon elle, s'étendre jusque dans les foyers de vieillards et même au sein du ministère des Affaires sociales où elle jouerait un rôle itinérant auprès des petits établissements.



"La femme au foyer, la grande oubliée de la société", souligne Mme Anthoula Delehayé-Elletheriou, une Française qui connaît bien les problèmes des femmes.

onale, logique, caractère positif du développement.

Organisé pour la 12e année de suite par le Centre de renseignements et de documentation de la FFQ, qui se veut un point de rencontre de tous ses membres, tout en offrant une documentation abondante sur les questions pertinentes à la situation de la femme au Québec et ailleurs, le concours Yvette-Rousseau, qui s'adressait à toutes les femmes de langue

## La connexion québécoise pour VANCOUVER par CP Air de Québec

Québec-Vancouver, ça se fait le temps de se reposer un peu. Quand on veut faire cela rapidement, on prend Québecair à Québec et CP Air à Montréal. Se raccorder est un jeu d'enfant.

**Le matin**  
Vous partez de Québec à 9h45.  
Vous arrivez à Montréal à 10h20.  
A Montréal, si vous voulez faire vite, vous prenez le vol 69

**de CP Air à 11h.**  
Vous êtes à Vancouver à 14h25.  
Si pour une raison ou une autre vous manquez le vol de 11h, CP Air vous offre de vous rattraper avec le vol 73 à 12h45.  
Nous faisons tout en notre possible pour vous garder avec nous.

**Le soir**  
C'est encore plus rapide le soir.  
Vous partez de Québec à 17h40 par le vol 403 de Québecair à bord d'un jet 727 — quel confort!  
Vous arrivez à Montréal à 18h15

à temps pour prendre, à 19h, le vol 65 de CP Air, un magnifique jet orange qui vous mène directement à Vancouver. Il est 21h20 à l'autre bout du pays. Il vous reste assez de temps pour vous organiser une soirée agréable.

**Orange, la douceur de voyager**  
**CP Air**

## Nouvelles méthodes contraceptives

**NEW DELHI (AFP)** — Une équipe de médecins indiens est en train d'étudier une nouvelle méthode contraceptive par "spray nasal" qui a déjà été expérimentée sur des singes, a-t-on appris au cours d'un symposium à l'Académie nationale indienne des sciences, à New Delhi.

Selon les auteurs de cette nouvelle méthode, les hormones inhalées, semblables à celles que contient la pilule contraceptive, atteignent directement la région du cerveau responsable de l'ovula-

tion. De plus, les effets secondaires de la contraception orale seront considérablement diminués par mois pour éviter toute grossesse et le taux d'hormones ainsi absorbé sera 500 fois moins important que celui de la pilule traditionnelle.

### Vaccin anti-grossesse

A Melbourne, Australie, une équipe de chercheurs a mis au point un vaccin anti-grossesse qui a déjà été positivement expérimenté sur des animaux.

Cette substance anti-conceptionnelle sera testée sur les femmes dans deux ans environ et pourrait être vendue comme vaccin à prise annuelle à partir de 1980. Deux chercheurs, le Dr Tregear et un Américain, le Dr Hugh Niall, ont produit artificiellement une partie essentielle d'une substance qui apparaît dans le corps féminin peu après la conception et qui semble être vitale pour la poursuite de la grossesse. C'est cette hormone qui pourrait être utilisée comme vaccin anti-grossesse.

## HOWARD JOHNSON RESTAURANT CABARET

22 RUE DE LA FABRIQUE

TABLE D'HÔTE (servi de 18 00 à 23 00 heures)

**LES ENTRÉES**

Les escargots de bourgogne	\$2.50	Snails in garlic butter
Le saumon fumé aux câpres	\$3.00	Smoked salmon with capers
Le pâté de foie maison	\$2.75	Pâté de foie gras
La soupe à l'oignon gratinée	\$1.75	Onion soup au gratin

**LES POTAGES**

Le consommé de bœuf	Beef consommé
La chaudière de palourdes	Cream chowder
Le jus de tomates glacé	Iced tomato juice

**LES VIANDES**

Le coq au vin Kerhulu	\$6.50	Coq au vin Kerhulu
Le tournedos béarnaise	\$7.95	Filet mignon, béarnaise sauce
La brochette, riz pilaf	\$8.50	Brochette, pilaf rice
L'entrecôte bordelaise	\$8.95	Sirloin steak, bordelaise sauce
La côte de bœuf au jus	\$8.95	Rib roast au jus

**LES POISSONS**

La tarte de saumon pochée ou grillée	\$6.50	Salmon steak poached or grilled
La sole de Douvres meunière	\$6.75	Dover Sole "meunière"
Scampis à la provençale	\$7.50	Scampis "à la provençale"
L'assiette du pêcheur (palourdes, crevettes, pétoncles, filet de sole)	\$6.95	Fisherman's platter (clams, shrimps, scallops, filet of sole)

**LES LÉGUMES**

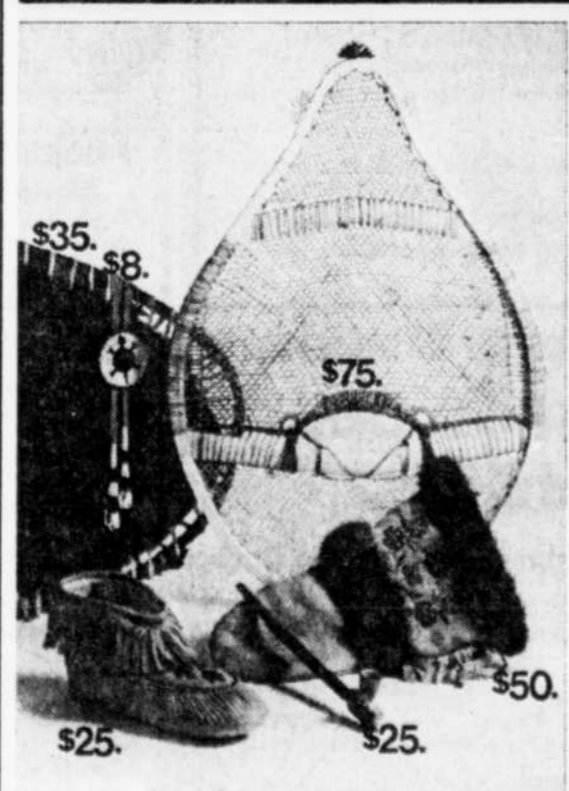
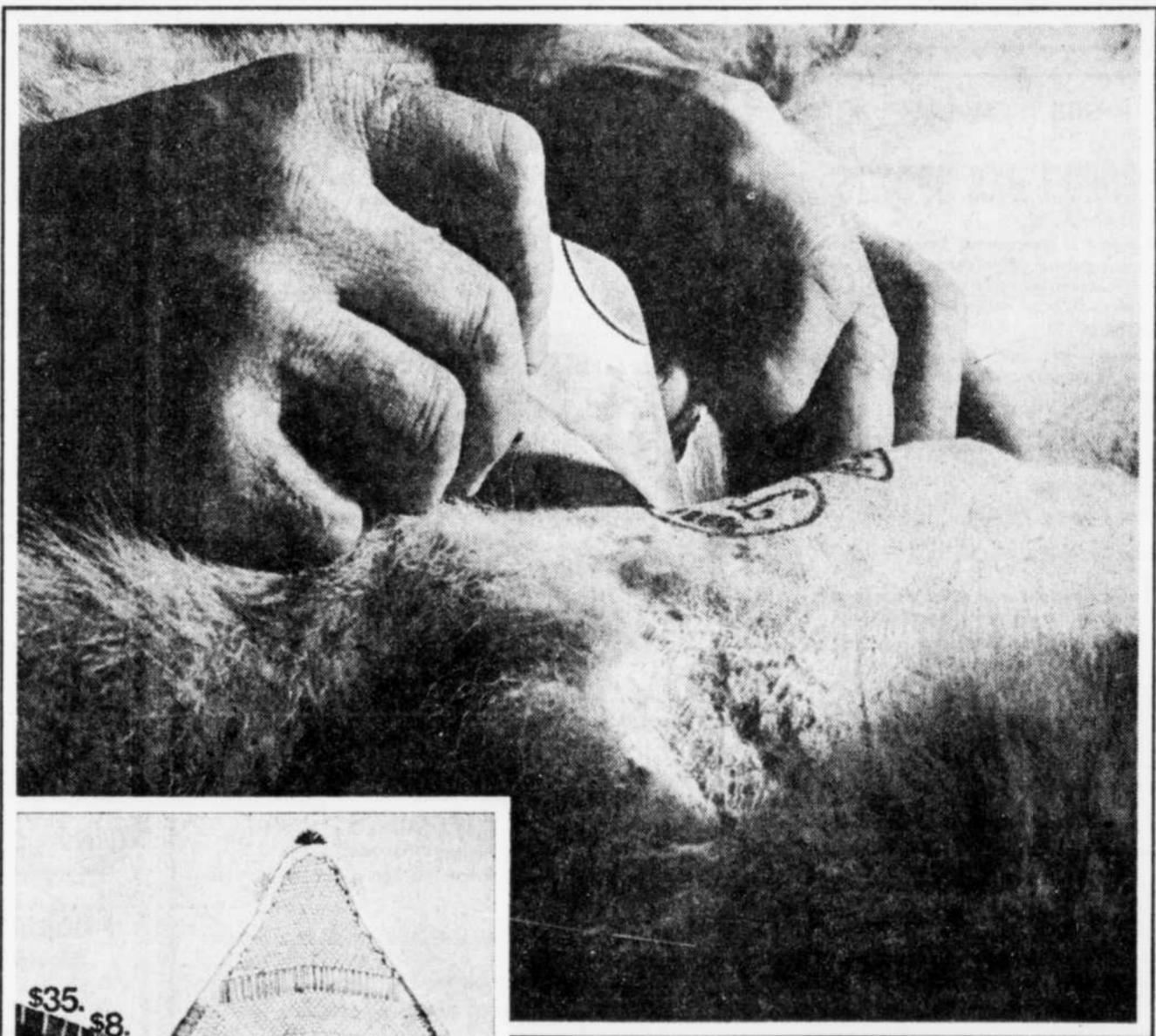
Légumes du jour	Today's vegetables
Pommes de terre mousseline au four, frites ou bouillies	Potatoes mousseline, baked, fried or boiled

**LES DESSERTS**

Gâteau forêt noire	Black forest cake
Les pâtisseries françaises	French pastries
Les tartes assorties	Pies

**LES BREUVAGES**

Thé, café, lait	Tea, coffee, milk
cafés flambés \$3.50	coffees "flambés"



## il faut savoir aimer les choses

Pour que l'indien qui traite ses fourrures, y conserve ce charme naturel qui personnalise le cadeau que l'on offre et le décor où l'on vit. Aimer l'artisanat québécois, c'est comme l'artisan, rechercher l'authenticité des choses. Être l'artisan de son décor à des prix à son goût, c'est l'art que vous offre la Centrale d'Artisanat de Place Laurier. Une boutique d'artisanat qui vous garantit l'authenticité de ses pièces. **La Centrale d'Artisanat vous offre l'art d'aimer les choses.**



Centrale d'Artisanat du Québec, Place Laurier, Québec 643-2284.

# Seule une élite a pu profiter de l'année de la femme

L'Année internationale de la femme a sensibilisé bon nombre de personnes à la condition des femmes. Toutefois, celles qui avaient espéré beaucoup de cette année ont été déçues dans leur attente. Seule une élite a pu profiter des retombées du programme de l'année de la femme alors que toutes les femmes ont vu

net reculer, on note: les garderies, qui ont fermé l'une après l'autre; les multiples droits réclamés par les femmes à l'intérieur de la Charte des droits et libertés de la personne, qui ont été pour la plupart refusés; l'écart de salaire entre hommes et femmes, qui s'accroît; la répression des femmes prises avec le problème de l'avortement s'est accentuée jusqu'à l'emprisonnement de Dr Morgentaler et la descente de la police au Centre des femmes à Montréal.

Parmi les principales revendications ayant subi un

net recul, on note: les garderies, qui ont fermé l'une après l'autre; les multiples droits réclamés par les femmes à l'intérieur de la Charte des droits et libertés de la personne, qui ont été pour la plupart refusés; l'écart de salaire entre hommes et femmes, qui s'accroît; la répression des femmes prises avec le problème de l'avortement s'est accentuée jusqu'à l'emprisonnement de Dr Morgentaler et la descente de la police au Centre des femmes à Montréal.

Quant au secrétariat de l'année de la femme, on reproche à celui-ci d'avoir englouti dans des dépenses administratives la moitié des cinq millions prévus, au lieu de consacrer son budget à faire participer démocratiquement les femmes de tous les milieux à la solution de leurs problèmes.

Estimant que cette année a été une récupération des éner-

gies contestataires des femmes au profit d'un verbalisme démodé et d'un commercialisme sans vergogne, le Raif croit cependant que l'apport positif des médias et des journalistes a grandement contribué à la diffusion d'une information intelligente sur tout ce qui entoure l'année de la femme.

En plus de ne pas avoir été un instrument valable de pression, le Raif reproche à Carrefour 75, qui devait colliger les revendications des femmes du Québec, le manque de représentativité flagrant des participantes et les résolutions qui n'ont pas été votées. On se demande égale-

ment ce qui est advenu du comité qui devait veiller à l'application, par le gouvernement, des mesures préconisées à cette rencontre?

D'autre part, on estime que le Conseil du statut de la femme a adopté une position courageuse concernant les garderies et le retrait de la loi sur l'avortement du code criminel.

Cette année de la femme n'était pas à la hauteur de la publicité qu'on en a faite et des espoirs qu'elle avait soulevés. A la fin de 1975, les femmes se retrouvent perdantes et démobilisées, de conclure le communiqué.

## Aide aux mères célibataires

Il appartient maintenant aux Centres de services sociaux de juger de l'admissibilité à l'aide sociale des mères célibataires de moins de dix-huit ans. En le faisant, toutefois, le Centre devra s'assurer que des mesures appropriées d'émancipation sont prises. Le centre devra aussi et avant tout voir à ce que les mesures soient prises pour éviter la rupture des liens familiaux, ou les rétablir, et à ce que la mère et son enfant aient accès à toutes les ressources susceptibles de leur venir en aide.

En annonçant cette décision, le ministre des Affaires sociales, monsieur Claude E. Forget, a rappelé que selon la loi, les parents demeurent responsables de l'entretien de leurs enfants jusqu'à leur majorité ou jusqu'à leur émancipation par le mariage. Toute personne célibataire de moins de dix-huit ans qui vit chez ses parents est donc admissible à l'aide sociale à titre de personne à charge du chef de famille. Si cette personne mineure a elle-même des enfants à charge, ces derniers sont considérés comme des enfants à charge additionnels du chef de famille.

Dans le cas de toute personne célibataire de moins de dix-huit ans qui ne demeure pas chez ses parents, le Centre de services sociaux devra d'abord déterminer s'il y a vraiment absence ou rupture des liens familiaux

et ensuite, s'il y a opportunité de les rétablir. Si le centre estime qu'il n'y a pas opportunité de les rétablir, il devra alors juger de la pertinence de recourir à l'aide sociale plutôt qu'aux services d'une famille d'accueil. Si le recours à l'aide sociale est jugé préférable, cette personne célibataire de moins de dix-huit ans sera considérée comme donnant lieu à une émancipation qu'il appartiendra ensuite à la cour de confirmer.

On souligne également le sort des femmes indiennes expulsées de Caughnawaga et dont le gouvernement s'est lavé les mains alors que, bien souvent, il n'a pas craint de s'immiscer dans les coutumes des Indiens pour protéger ses intérêts, poursuit le communiqué.

Le comité de réforme du droit, dit-on, veut retirer aux femmes divorcées leur pension alimentaire sans se sou-

## ERRATA

Dans notre section du 4 novembre, nous aurions dû lire:

à la page 2, manteaux d'hiver non garnis, orig. 135.00 au lieu d'orig. 235.00 Spécial **99<sup>00</sup>**  
à la page 8, aux accessoires électriques MELANGEUR 8 vitesses. Orig. 34.95 Spécial **29<sup>88</sup>**  
MALAXEUR portatif. Orig. 26.95 Spécial **21<sup>88</sup>**

**Paquet**

CENTRE-VILLE PLACE LAURIER

**AVIS**  
"La Société d'Accueil du Festival International de la Jeunesse Francophone, constituée en corporation le 7 juin 1973 en vertu de la deuxième partie de la Loi sur les Corporations Canadiennes, donne avis qu'elle demande au ministre de la Consommation et des Corporations l'autorisation d'abandonner sa charte.

**GOODWIN, DE BLOIS & ASSOCIES**  
Procureurs de la requérante"

**AVIS**  
est par les présentes donné que le 13e jour de juin 1973 sous le no 23883, il a été enregistré au Bureau d'Enregistrement pour la division d'enregistrement de Bonaventure, Qué., un contrat de vente, cession et transport par New-Carlisle Construction Ltée à La Banque de Nouvelle-Ecosse, une banque canadienne à charte, de l'université des créances et comptes de livres, actuels ou futurs de New-Carlisle Construction Ltée.  
Cet avis est donné conformément aux dispositions de l'Article 1571(d) du Code Civil de la Province de Québec.  
Ce 31e jour d'octobre 1975.  
**LA BANQUE DE NOUVELLE-ECOSSE**  
Paspébiac, Qué.

### AVIS PUBLIC VILLE DE BEAUPRE

AVIS PUBLIC EST PAR LES PRESENTES DONNE PAR LE SOUSSIGNE QUE, SUIVANT LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 208 DE LA LOI DES CITES ET VILLES DU QUEBEC, VOUS TROUVEREZ LE RESULTAT DU SCRUTIN DU 2 NOVEMBRE 1975.

	Votes reçus		Votes reçus
<b>ELECTION DU MAIRE:</b>			
M. L.P. Ant. Bélanger Magasinier 11335, rue Royale Ville de Beauce	615	M. Lucien Gauthier Homme de balance 11128, rue Beauregard Ville de Beauce	629
<b>ELECTION DES CONSEILLERS</b>			
<b>SIÈGE NO 1:</b>			
M. Armand Deschênes retraité 11363, rue Royale Ville de Beauce	617	M. Gilles Marquis Boucher 11211, rue Royale Ville de Beauce	601
<b>SIÈGE NO 2:</b>			
M. Lucien Côté Electricien 11082, rue Beauregard Ville de Beauce	640	Mme Andrée Lessard Maître de Poste 258, rue St-Gustave Ville de Beauce	586
<b>SIÈGE NO 3:</b>			
M. Pierre Bolduc Conducteur 109, RUE St-Louis Ville de Beauce	291	M. Jean Yves Simard Rembourseur 30 de l'Assomption Ville de Beauce	925
<b>SIÈGE NO 4:</b>			
M. Raymond Dionne Papeterier 214, rue St-Benoit Ville de Beauce	742	M. Elphège Renaud Courtier Assurance 246, rue St-Patrice Ville de Beauce	478
<b>SIÈGE NO 5:</b>			
M. Gilles Dufour Journalier 11544, rue Royale Ville de Beauce	582	M. Charles-Edouard Goulet Coiffeur 11442, rue Royale Ville de Beauce	241
<b>SIÈGE NO 6:</b>			
M. Gilles Bedard Professeur 173, Chanoine Boucher Ville de Beauce	657	M. Ulysse Boily Contremaitre 97, rue Ste-Croix Ville de Beauce	555

DONNE A VILLE DE BEAUPRE CE TROIS NOVEMBRE MIL NEUF CENT SOIXANTE-QUINZE  
Le Président d'Election  
Jean-Paul Paré

**Paquet**  
PLUS PRÈS DE VOUS...

Pour les plus frileuses, la fine lingerie Lux Lux signée Montelle

Une importation d'Angleterre, lingerie très légère dans un tricot 100% laine avec motifs ajourés très délicats révélant toute la féminité de ces vêtements. Par contre, ils vous offrent le confort tout en moulant votre silhouette avec charme. Demandez dans les tailles: moyenne ou grande. Teintes: blanc ou rose très tendre.

- A. Corsage rond et bretelles étroites faites de dentelle de laine. Taille ajustée. **9.50**
- B. Culotte avec tricot fin à la taille. Jambes moyennes. **8.50**
- C. Encolure arrondie et bretelles légèrement plus larges en tricot dentelle. Taille resserrée. **8.00**
- D. Culotte avec taille resserrée et jambes moyennes. **7.00**

Lingerie, r. 6, 2e, Centre-Ville, tél.: 524-5121 et r. 806, Place Laurier 2e, tél.: 651-7070.



AVIS: Nous désirons aviser notre clientèle que l'état de compte personnel est maintenant disponible à notre bureau de crédit, 6e étage à Centre-Ville.

# Bata

## Les pieds bien au sec

Élégante botte pour dames de 14", en uréthanne, doublée d'une peluche douce et chaude. Glissière nylon, semelle compensée recouverte et garnie de crépe. En noir ou brun. Pointures pour dames: de 5 à 10.

**\$29<sup>99</sup>**

Un monde d'élégance à vos pieds.





Soirs d'enchantement avec **Paris Star** en polyester **PORTREL**\*

Tout l'éclat d'une collection pour la femme qui se veut remarquée et charmante pour les soirs d'automne et toutes les réceptions des Fêtes. Une merveilleuse sélection d'unités que vous groupez avec goût pour en faire des ensembles élégants. Confection soignée en fibre connue, le polyester Fortrel d'entretien facile 'lavez et portez'. Teintes nouvelles: rose français, bleu moyen et noir. Une mode spécialement conçue pour les tailles: 10 à 18.

A. Cardigan en acrylique avec motifs de tresse.	20.00
Débardeur appareillant en acrylique	14.00
Jupe évasée avec glissière en arrière.	20.00
B. Blouse chemisier imprimée, manches longues	19.00
Jaquette ceinturée et poches avec rabat	36.00
Pantalon droit à taille élastique, pli au devant	18.00
C. Gilet avec encolure dégagée, motifs ajourés	18.00
Jupe longue évasée légèrement, glissière au dos	32.00
D. Blouse avec cordon coulissé au cou, ceinture nouée	18.00
Pantalon à pli permanent, taille élastique	

R. 45, r.-de-ch. et 2e, Centre-Ville tél.: 524-5121 et r. 845, Place Laurier 2e, tél.: 651-7070.

CENTRE VILLE



Paquet

PLACE LAURIER

PLUS PRÈS DE VOUS...